

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le

18 FEV. 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

M. MAXIME GRELLET

Commune de VALLENAY

Objet : Dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique sur la décharge de déchets industriels que Monsieur GRELLET Maxime exploitait sur la commune de VALLENAY.

**Rapport de l'inspection des installations classées
à
Monsieur le préfet du Cher**

Par transmission du 13 avril 2011, la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher a communiqué à l'inspection des installations classées une déclaration de cessation d'activité concernant l'ancienne décharge qu'exploitait Monsieur Maxime GRELLET sur la commune de VALLENAY.

Cette demande s'accompagne d'une demande de mise en place de servitudes d'utilité publique, en date du 14 janvier 2011.

1 CADRE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'INSTITUTION DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

Des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol ainsi que l'exécution des travaux soumis au permis de construire peuvent être instituées pour les installations classées susceptibles de créer des risques très importants pour la santé ou la sécurité des populations voisines et pour l'environnement conformément à l'article L 515-8 du code de l'environnement. Ces servitudes sont prescrites par arrêté préfectoral.

Cette procédure d'institution de servitudes d'utilité publique a été étendue par l'article L 515-12 du code de l'environnement notamment aux terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement. Ces servitudes peuvent comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol et du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières et peuvent permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

L'article L.515-12 du code de l'environnement précise que le préfet peut procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à l'enquête publique prévue à l'article L.515-9 du code de l'environnement.

De plus, l'article L.515-10 du code de l'environnement indique que les servitudes et leur périmètre sont annexés au plan d'occupation des sols de la commune concernée dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

Enfin, l'article L.515-11 du code de l'environnement précise que dès lors que les servitudes arrêtées entraînent un préjudice direct, matériel et certain, elles ouvrent droit à une indemnité au profit des propriétaires, fixée par le juge d'expropriation à défaut d'accord amiable.

Afin de pérenniser l'usage futur du site, l'exploitant a proposé la mise en place de servitudes d'utilité publique au droit du site par courrier du 14 janvier 2011.

Le propriétaire de l'unique parcelle impactée par l'institution des servitudes précédemment énoncées est le suivant :

Parcelle	Surface	Propriétaire / adresse		Surface concernée
B 8	15 940 m ²	M. LESAGE François	2 rue du Château de Igny 18190 VALLENAY	15 940 m ² (soit 100 %)

2 -PRESENTATION GENERALE

a) Description du site et de son environnement

L'établissement est implanté à environ 500 m au sud du bourg de VALLENAY en bordure Nord-ouest de la route départementale n°3.

Un plan de situation localisant l'emplacement du site est joint au présent rapport (figure 1).

Aucun captage pour l'alimentation en eau potable n'est recensé à proximité du site. Les captages les plus proches sont à vocation d'irrigation et exploitent les eaux de surface (le Cher ou le canal « le Bief de Bigny » rattaché au Cher à plus de 2 km du site).

Le site est délimité par une haie composée d'arbustes et d'arbres et complétée par une clôture de barbelés d'un mètre de hauteur. Il dispose d'un portail cadénassé.

La décharge municipale de la commune de VALLENAY est située de l'autre côté de la route départementale, en face du site exploité par Monsieur GRELLET.

b) Historique du site

Le site est situé sur une ancienne carrière de matériaux de construction (calcaire) exploitée dans les années 1880 à 1930. Les terrains se présentaient comme une excavation de 15 à 20 m par rapport au terrain naturel.

L'exploitation a débuté en décembre 1975 sans autorisation. A l'issue d'une procédure de régularisation, les établissements DOUCET ont été autorisés à exploiter une décharge de déchets industriels sur la commune de VALLENAY au lieu-dit « Les Bois de Bigny » (parcelle section B n°8), par arrêté préfectoral du 20 août 1982.

L'arrêté préfectoral du 20 août 1982 fixait les déchets admissibles sur le site à savoir :

- les résidus humides broyés de papiers et cartons issus de la société SOCAR ;
- les déblais et gravats ;
- les cendres et mâchefers refroidis ;
- les déchets industriels et commerciaux solides à condition qu'ils ne soient ni toxiques, ni explosifs, ni susceptibles de s'enflammer spontanément ;
- les boues pelletables, non toxiques en provenance de stations d'épuration ;
- à l'exclusion de tout autre déchet industriel et urbain.

Dans les faits, les seuls déchets admis lors de l'exploitation par les établissements DOUCET ont été les suivants :

- les résidus humides de papiers et cartons issus de la société SOCAR : déchets issus du pulpeur comprenant un mélange de matières plastiques et de résidus de papiers cartons ;
- des Déchets Industriels Banals (DIB) issus des activités commerciales et industrielles de SAINT AMAND MONTROND : déchets du cuir et de l'imprimerie.

Par arrêté du 13 décembre 1993, l'admission des vieux papiers et cartons non souillés, en provenance des entreprises et du tri sélectif, a été interdite.

Par courrier du 24 juillet 2001, M. Maxime GRELLET, alors Président Directeur Général de la S.A. GRELLET Maxime, indiquait à Monsieur le préfet du CHER que son établissement avait repris en juillet 1994, en accord avec M. DOUCET, l'autorisation d'exploiter cette exploitation.

Les déchets admis par la S.A. GRELLET étaient des déchets des centres commerciaux (papier, carton, plastique, emballages divers, quelques déchets alimentaires), des rebuts de fabrication (par exemple fenêtre PVC) et des déchets de démolition. Les sondages réalisés à la pelle mécanique sur le site ont confirmé la nature des déchets admis.

Les quantités de déchets enfouis depuis 1975 ont été estimées à environ 40 000 tonnes, dont environ 5 000 tonnes de déblais et gravats.

c) Cessation d'activité

La cessation d'activité a été annoncée par l'exploitant, Maxime GRELLET, dans son courrier du 24 juillet 2001. Un dossier de cessation d'activité a été déposé en octobre 2003.

Une campagne de cartographie des émanations gazeuses a été réalisée sur le site en 2003 avant toute couverture du site. Elle a montré que l'essentiel de la zone de stockage n'était pas émissive (teneur en méthane inférieure à 50 ppm). Des traces de méthane ont cependant été décelées en périphérie mais avec des valeurs inférieures à 10 000 ppm.

L'arrêté préfectoral n°2005.1.633 du 1er juin 2005 a prescrit des mesures de remise en état du site. Il était demandé une surveillance des eaux souterraines sur une période de 5 ans et la mise en place d'une couche de compost mûr et son suivi dans le temps.

d) Synthèse des travaux de réhabilitation engagés

Constitution d'une couverture

Le pétitionnaire a réalisé des travaux de remise en état afin de confiner les émanations gazeuses émises par les déchets.

En mars 2006, l'exploitant a mis en place, sur l'ensemble de la zone de stockage, une couverture de matériaux argileux sur une épaisseur d'environ 60 cm. La société GEOCENTRE a réalisé une campagne de mesures en février 2008 qui a permis de confirmer la perméabilité moyenne de 1.10^{-6} m/s des matériaux ainsi régalez.

Un mémoire de suivi long terme a été élaboré fin 2009 par le bureau FAIRTEC à partir de la surveillance générale du site :

- concernant le suivi du bon état des fossés, la pente permet d'éviter toute stagnation d'eau ;
- aucun tassement notable n'a été constaté au niveau de la couverture.

Concernant les émanations gazeuses, une baisse de production de biogaz a été constatée même si quelques zones restent légèrement émettrices de gaz (inférieures à 3000 ppm).

- la partie centrale de la zone de stockage de déchet ne présentait toujours aucune émanation gazeuse, comme en 2003 ;
- en périphérie du site, des émanations sont toujours constatées mais une forte décroissance est à noter par rapport au pic observé en 2003 ;
- ces mesures d'émanation gazeuses couplées à une campagne de reconnaissance sur le terrain ont confirmé la bonne efficacité de la couverture mise en place et la décroissance de la production de biogaz ;
- aucun indice d'accumulation de biogaz sous couverture n'a été détecté et aucune odeur de biogaz n'était perceptible sur le site et sa périphérie.

Le bureau FAIRTEC a estimé que l'emploi systématique d'une couche de compost mûr sur le site, comme cela est prescrit à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 1er juin 2005, n'apporterait

pas d'amélioration en matière d'oxydation du biogaz. En outre, il a estimé que l'apport de compost mûr dans les zones à plus fortes émanations gazeuses (périphérie du site) impliquerait un lessivage de matière organique par les eaux de pluie, ce qui de fait aurait une incidence sur la qualité des eaux de ruissellement. De plus, le compost mûr peut être à l'origine d'émanations olfactives.

En conséquence, l'inspection des installations classées a proposé au préfet du Cher de modifier les conditions de remise en état de la décharge. L'arrêté préfectoral complémentaire 2010.1.238 du 3 février 2010 a modifié en conséquence l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 1er juin 2005 afin de ne plus imposer la mise en place de 30 cm de compost mûr et de remplacer cette couche par le régalage des matériaux présents sur le site au niveau des zones légèrement émissives de biogaz.

L'aménagement des zones faiblement recouvertes a été finalisé en 2010.

En conclusion, une bonne intégration finale du site dans l'environnement a été réalisée.

Qualité des eaux souterraines

Un suivi de la qualité des eaux souterraines d'un piézomètre aval du site et au niveau de la pompe du monument aux morts de VALLENAY, situé en aval hydraulique des deux anciennes décharges, a été réalisé en période de hautes eaux.

Un mémoire de suivi long terme a été élaboré fin 2009 par le bureau FAIRTEC à partir des analyses des eaux souterraines effectuées sur la période de 2004 à 2009.

Les paramètres recherchés sont soit inférieurs au seuil de détection (cas des phénols et des composés organiques volatils), soit inférieurs aux seuils de référence, à l'exception du potassium et du carbone organique total (COT). Pour ces deux paramètres, l'influence du site est néanmoins exclue compte tenu de concentrations plus importantes mesurées au niveau de la pompe du monument aux morts de VALLENAY.

Les analyses de suivi post exploitation mettent donc en évidence l'absence d'impact sur la qualité des eaux souterraines.

3 -CONSULTATIONS

1. Consultation préalable des services

En application de l'article R.515-25 du code de l'environnement, la Direction Départementale des Territoires (DDT) et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) ont été sollicités par bordereau d'envoi du 3 octobre 2011.

DDT

Par courrier du 20 octobre 2011, le Service Urbanisme, Habitat, Ville de la DDT indique que le projet d'arrêté n'appelle aucune remarque de sa part.

SIDPC

Par courrier du 8 novembre 2011, le SIDPC a transmis l'avis favorable du SDIS.

2. Consultation du propriétaire

En application de l'article L.515-12, le propriétaire de la parcelle concernée par l'institution des servitudes d'utilité publique a été sollicité par courrier du 15 juin 2012. Il n'a pas donné suite.

3. Avis de conseils municipaux

En application de l'article R.515-27, le conseil municipal de la ville de VALLENAY, réuni le 5 juillet 2012, a donné son accord sur le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier du 15 juin 2012.

4. Mémoire en réponse de l'exploitant

En application de l'article R.123-8, l'exploitant a été sollicité par courrier du 15 juin 2012.

Maître Massereau, représentant l'exploitant, suggère dans son courrier du 2 juillet 2012 de compléter l'article 3 du projet d'arrêté par : « des travaux d'entretien du couvert végétal et des plantations ».

5. Second avis du SIDPC et de la DDT et avis ARS

En application de l'article R.515-28, la DDT et le SIDPC ont été sollicités par bordereau d'envoi du 15 juin 2012.

DDT

Par courrier du 31 juillet 2012, le Service Forêt – Eau - Environnement de la DDT émet un avis favorable sur le projet d'arrêté.

SIDPC

Le SIDPC a transmis l'avis favorable du SDIS du 23 juillet 2012.

Délégation territoriale de l'agence régionale de santé (ARS)

L'ARS a indiqué, par courrier du 20 juillet 2012, ne pas avoir de remarque sur le projet d'arrêté.

4 PROPOSITION DU SERVICE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Des mesures de restrictions d'usage permettant d'assurer de manière pérenne les intérêts mentionnés dans l'article L 511-1 du code de l'environnement doivent être prises pour la parcelle exploitée comme décharge de déchets industriels.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose par le présent rapport d'instituer les servitudes d'utilité publique, préconisées par Monsieur Maxime GRELLET dans sa lettre du 14 janvier 2011, sur la parcelle section B n°8 dans sa globalité.

Les dispositions et mesures proposées par l'exploitant, complétées par les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral de servitudes d'utilités publiques, sont en mesure de préserver l'environnement du site. Le projet d'arrêté préfectoral annexé au rapport a été établi en ce sens.

Le propriétaire n'a pas émis d'avis.

Le conseil municipal de VALLENAY a été consulté et a émis un avis favorable quant à l'institution de servitudes d'utilité publique.

Il est à noter que des modifications ont été apportées au projet de servitudes d'utilité publique par rapport à la version ayant fait l'objet de la consultation du propriétaire. L'inspection des installations classées a apporté des modifications aux articles suivants :

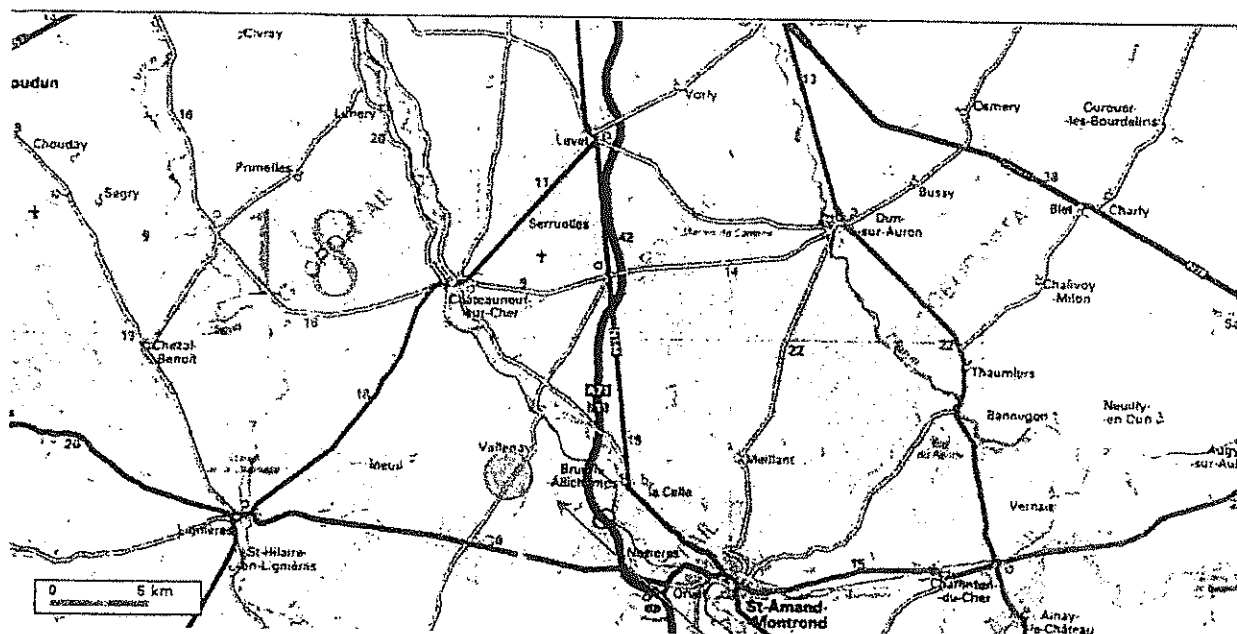
- Article 2 : la sollicitation du préfet a été supprimée ;
- Article 3 : il a été complété afin d'autoriser des travaux d'entretien du couvert végétal et des plantations ;
- Article 4 : une prescription relative au libre accès au site et aux piézomètres pour tous les représentants de l'État ou des collectivités territoriales en charge du respect du présent règlement, tous les représentants de l'exploitant ou de l'organisme mandaté par ses soins et tout ayant droit futur désigné par les services de l'État, a été rajoutée ;
- Article 6 : le porté à connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées a été supprimé ;
- Article 7 : il a été reformulé pour préciser que « les servitudes ainsi que tous les éléments qu'elles comportent ne pourront être levées que par la suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires (c'est-à-dire après évacuation totale des déchets, absence de pollution du sol, du sous-sol et des nappes souterraines) où à l'issue d'études particulières permettant de démontrer la compatibilité de l'état du sol avec l'usage envisagé. Tout type d'intervention remettant en cause les conditions de

confinement, tout projet de changement d'usage des zones, toute utilisation de la nappe, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés » ;

- Article 11 : le délai de recours pour le pétitionnaire et pour les tiers est de 2 mois à compter de l'affichage.

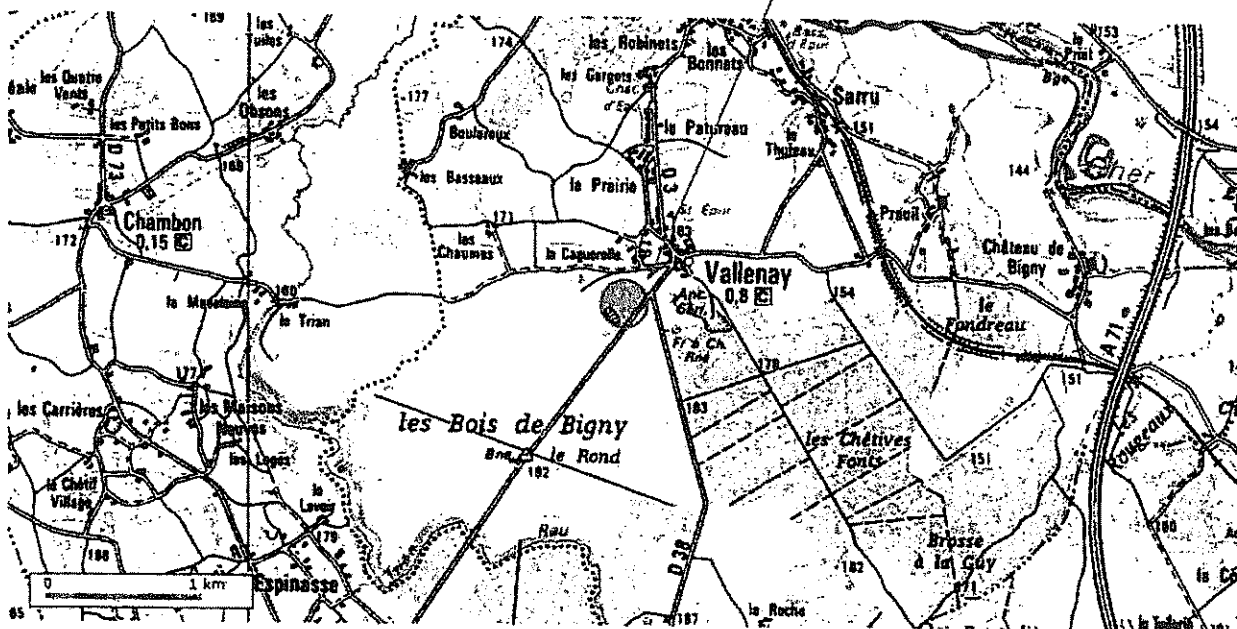
Conformément à l'article R. 515-25 du code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement cette demande.



Extrait Géoportail
N° d'autorisation « 80-9003 »

Localisation du site



Extrait de carte IGN
Copyright « IGN - Paris 2009 »
N° d'autorisation « 80-9003 »
Echelle : 1/25 000

Figure 1 : localisation du site

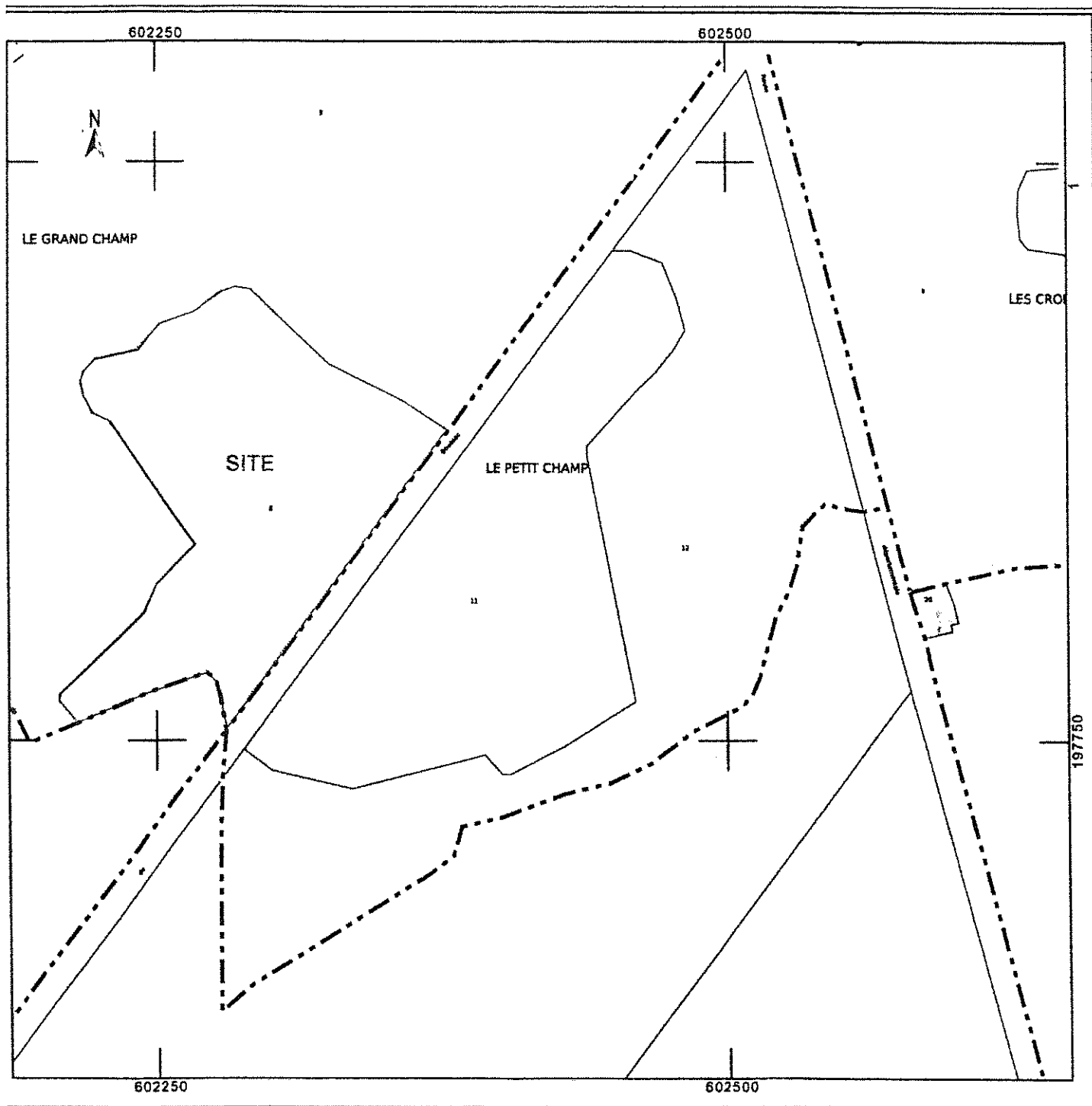


Figure 2 : localisation cadastrale du site (cadastre.gouv.fr)

 Périmètre des servitudes